



Madame le Recteur,

Ce CTA est réuni dans un contexte de dégradations des conditions de travail des élèves et des enseignants. La Refondation de l'école et les dotations positives n'ont pas permis d'apporter un nouveau souffle. Bien au contraire, le malaise professionnel se propage dans les écoles. Dans de nombreux cas, le manque de confiance et de soutien de notre hiérarchie accroît l'isolement des collègues. L'accumulation des situations conflictuelles avec certains parents d'élèves, avec certains partenaires institutionnels et parfois au sein même des équipes engendre une réelle souffrance au travail particulièrement inquiétante. Les problèmes comportementaux de certains élèves qui font littéralement « exploser » les classes mais aussi l'inclusion parfois systématique d'élèves qui relèvent d'établissements spécialisés favorisent la volonté nouvelle de réorientation professionnelle et sont à la source de démissions qui doivent faire réagir notre hiérarchie et plus généralement les pouvoirs publics.

Par ailleurs la réforme des rythmes scolaires, mal pensée et mal financée, accentue la fatigue des élèves comme celle des enseignants mais aussi les inégalités territoriales. Elle est également un facteur de désorganisation de l'Ecole avec la confusion entre le scolaire et le péri-scolaire. La perte de sens de nos missions s'installe inexorablement.

L'impatience des personnels croît en proportion de l'indifférence et du manque de moyens en matière de médecine de prévention. Le recrutement de médecins supplémentaires s'impose immédiatement, dans chaque département, compte-tenu de la multiplication des agressions physiques et verbales.

La situation des stagiaires n'est pas plus enviable : cette année de formation à mi-temps sur le terrain et à mi-temps à l'ESPE génère un investissement en temps démesuré qui ne permet en aucun cas une entrée sereine dans le métier. Là aussi les démissions plus nombreuses doivent conduire à une remise à plat de la formation initiale.

Certaines fonctions sont particulièrement impactées : les directrices et directeurs d'école croulent sous les demandes institutionnelles toujours plus nombreuses et parfois contradictoires. Le travail en urgence ne permet plus de prendre le temps de réflexion pour appréhender au mieux certaines situations. Les enseignants référents (oubliés de l'ISAE, comme certaines autres catégories de nos collègues) voient le nombre de dossier à traiter exploser : dans certains départements, le nombre d'élèves suivis par chaque référent a été multiplié par trois.

Certes la dotation académique pour la rentrée 2017 est positive. Cependant, sur le terrain, la priorité au primaire n'est pas perceptible. Malgré les dotations des dernières années, les seuils d'ouverture de classes n'ont paradoxalement cessé d'augmenter. La hausse des effectifs se poursuit dans une Académie qui cumule tous les records en matière de chômage, de précarité et de pauvreté. Cette dotation de 300 postes est bien éloignée des besoins répertoriés dans les départements. Dans le premier degré, au regard de l'augmentation des élèves, en prenant comme référence 25 élèves par classe, si toutes les dotations positives depuis juin 2012 avaient été dévolues à des ouvertures de classes, celles-ci auraient compensé les saignées du précédent quinquennat tout en contenant la pression démographique. Or, le saupoudrage des moyens dans des dispositifs plus médiatiques qu'efficaces n'a pas permis d'améliorer la situation sur le terrain et les effectifs restent tendus et la dégradation des conditions d'apprentissages comme de travail s'est malheureusement accentuée.

La FSU est favorable au PDMQDC comme aux dispositifs de scolarisation des moins de 3 ans mais force est de constater que ces nouveaux dispositifs se mettent en place aux dépens des effectifs par classe, des dispositifs d'aide aux élèves en difficulté (RASED, CMPP...) ou encore de la formation et du remplacement.

Nous n'oublions pas que notre académie en hausse démographique sur la période 2000-2017 est passée de 7504 TPS scolarisés en 1999 à 2674 prévus à la rentrée 2017. Comment cette hécatombe de près de 5000 TPS a-t-elle été possible si ce n'est par choix comptable de l'institution ? Le choix de la maternelle comme variable d'ajustement pour dégonfler artificiellement la hausse des effectifs et vous permettre d'annoncer « une relative stabilité au niveau pré-élémentaire » ! Ce choix budgétaire, à l'opposé d'une véritable priorité à l'école, a dégradé la tradition d'accueil des tout petits dans nombre de territoires et mis à mal l'un des principaux levier de réussite scolaire et de lutte contre les déterminismes sociaux. Et les dispositifs actuels de « scolarisations des moins de 3 ans » mis en place au compte-goutte ne peuvent faire qu'illusion !

Par ailleurs, le dispositif PDMQDC ne nous fera pas oublier qu'un des leviers puissant pour la réussite scolaire réside dans la baisse des effectifs par classe ; or, dans notre académie, le nombre d'élèves par classe ne diminuera guère et restera supérieur à la moyenne des pays voisins. De même le dispositif PDMQDC ne saurait nous faire oublier non plus le manque de volonté de notre académie en matière de postes RASED : ainsi pour reconstituer les réseaux d'aide tels qu'ils étaient en 2008 (situation loin d'être satisfaisante), il faudrait 250 postes. Cette année, Mme la Ministre a affirmé que « des postes en RASED seront créés autant que de besoin », alors chiche Mme le recteur ? Au-delà de l'accompagnement des élèves les plus en difficulté, c'est toute la formation spécialisée qui a périclité. Pour la FSU, l'intervention de personnels formés auprès des élèves demeure une nécessité. Grande est la crainte que le nouveau CAPPEI se limite à la formation de simples enseignant-es ressources.

Ces créations de postes pour la rentrée 2017 ne seront pas suffisantes pour améliorer les remplacements, la formation continue ou l'accompagnement des élèves en difficultés :

- les remplacements sont trop souvent inexistantes et la répartition systématique des élèves dans les autres classes de l'école, parfois sur de longues périodes, exaspèrent la profession mais aussi les parents d'élèves. La qualité du service public est ainsi mise à mal.
- la formation continue est exsangue alors que de nouvelles demandes institutionnelles s'accumulent : nouveaux programmes, nouveaux projets d'école, LSU. La liste n'est malheureusement pas exhaustive.

Enfin l'augmentation du nombre d'élèves est plus importante dans le privé (+329 élèves) que dans le public(+219) alors que le privé ne représente que 13% des effectifs! Comment accepter la fuite d'élèves vers le privé, qui n'est pas assujetti aux mêmes règles que le public ? C'est le cas pour la réforme des rythmes comme pour les recrutements. Il s'agit d'un enjeu majeur, notamment pour éviter la ghéttoïsation de certaines écoles de l'Académie qui ruine le vivre-ensemble et accentue les inégalités entre élèves. L'amélioration du service public d'Education passe aussi par une réelle politique de la ville et du logement qui favorise la mixité sociale. Par ailleurs, le maintien des services publics dont celui d'éducation et la revitalisation des territoires ruraux ne doivent pas se limiter à d'hypothétiques et obscures conventions. Une réelle concertation doit être engagée sur ce dossier.

Enfin, le SNUipp-FSU profite de ce CTA pour vous interpeller au sujet du dialogue social, visiblement oublié dans notre Académie. Depuis votre entrée en fonction, Mme le Recteur, vous n'avez jamais pris la peine de répondre personnellement aux sollicitations du syndicat majoritaire dans le 1er degré. Une nouvelle demande d'audience vient de vous être adressée: vous avez la possibilité de nous faire mentir. Nous n'attendons que ça !